



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## Situation en Haïti

Question au Gouvernement n° 1667

### Texte de la question

#### SITUATION EN HAÏTI

**Mme la présidente.** La parole est à Mme Eléonore Caroit.

**Mme Eléonore Caroit.** Ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères, Stéphane Séjourné.

Ces derniers jours, la presse s'est saisie de la situation tragique que connaît Haïti, situation que je dénonce depuis de longs mois. En tant que députée de la communauté française, j'étais à Port-au-Prince, il y a quelques semaines, aux côtés des Françaises et des Français d'Haïti. Je me dois de témoigner en ce lieu de leurs souffrances quotidiennes dans un pays où l'insécurité est devenue la norme. À l'heure où je vous parle, certains sont victimes d'affrontements sanglants, d'autres sont kidnappés ou doivent quitter leur maison pour échapper à la violence ; chaque jour apporte son lot de désespoir à un peuple qui subit déjà l'arrêt des infrastructures et une économie en berne. La violence des gangs a plongé Haïti dans le chaos ; hier, les rares diplomates encore présents dans le pays ont été évacués.

La Communauté des Caraïbes, la Caricom, a tenu une réunion de crise en Jamaïque avec les représentants de l'ONU et plusieurs pays, dont la France, pour permettre une transition pacifique du pouvoir. Sans parlement ni président, depuis l'assassinat de Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, Haïti n'a connu aucune élection depuis 2016. Hier, le Premier ministre de fait, Ariel Henry, a finalement accepté de démissionner, laissant entrevoir un espoir d'apaisement.

Du fait de son histoire unique avec Haïti, la France a un rôle à jouer dans la stabilité du pays. Nos relations sont anciennes et fortes ; elles reposent sur une histoire partagée, basée sur un passé colonial mais également sur une même idée républicaine de liberté, d'égalité, de fraternité. La secrétaire d'État chargée du développement a réaffirmé le soutien de la France au rétablissement de la sécurité en Haïti. Monsieur le ministre, pourriez-vous nous apporter des précisions sur le rôle concret que la France entend jouer pour rétablir la sécurité et la stabilité en Haïti, notamment dans le cadre de la mission multinationale qui était initialement prévue pour le premier trimestre 2024 ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RE.*)

**Mme la présidente.** La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe RE.*)

**Mme Laure Lavalette.** Quelle honte !

**Mme la présidente.** Le Gouvernement est libre de choisir qui il souhaite en son sein pour répondre à la question, comme vous êtes libres, chers collègues, de choisir l'orateur qui la pose. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe RE. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Respectez, s'il vous plaît, les prérogatives de chacun.

(Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe RN.) Seul M. le ministre a la parole. (Mme Eléonore Caroit applaudit.)

**M. Stéphane Séjourné**, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères*. Haïti est en effet plongé dans une crise d'une intensité extrême. La Communauté des Caraïbes, vous l'avez dit, a organisé hier, en Jamaïque, une réunion d'urgence à laquelle ont aussi participé la France, les États-Unis, le Canada, le Mexique, le Brésil, le Kenya et le Bénin.

La France, vous l'avez dit, était représentée par Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État chargée du développement et des partenariats internationaux. Nous avons souligné la gravité de la situation sécuritaire et humanitaire, ainsi que la nécessité d'agir très rapidement. Cette réunion, qui a permis de dégager un consensus autour d'un accord de gouvernance transitoire, ouvre la voie à une solution politique inclusive en vue de l'organisation d'élections libres et démocratiques. Nous avons également souligné la nécessité d'un déploiement urgent de la mission multinationale de soutien à la sécurité d'Haïti. La France apporte à cette mission son soutien financier, en parallèle de son appui à la police nationale haïtienne et à son action en matière de développement et d'aide humanitaire.

Je salue le professionnalisme du personnel de notre petite ambassade de Port-au-Prince, qui a fait un travail formidable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RE. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) À ma demande, des personnels non essentiels ont été évacués ce matin, mais une équipe demeure pour maintenir le contact avec nos compatriotes, dont la sécurité reste la priorité de mon ministère. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RE.*)

## Données clés

**Auteur** : [Mme Eléonore Caroit](#)

**Circonscription** : Français établis hors de France (2<sup>e</sup> circonscription) - Renaissance

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1667

**Rubrique** : Politique extérieure

**Ministère interrogé** : Europe et affaires étrangères

**Ministère attributaire** : Europe et affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 13 mars 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 mars 2024